

## Burundi : un cadre de l'opposition enlevé à Bujumbura (parti et famille)

@rib News, 12/09/2017 &ndash; Source AFP Un cadre du parti burundais d'opposition Union pour la paix et le développement (UPD) a été enlevé mardi pendant qu'il se déplaçait à pied avec son épouse dans Bujumbura, selon sa famille et son parti. Léopold Habarugira (photo), 54 ans, est le trésorier de l'UPD et un des rares responsables d'opposition à ne pas s'être exilés malgré la crise violente que traverse le Burundi depuis la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année.

M. Habarugira a été enlevé mardi vers 07H30 locales (05H30 GMT) dans l'est de la capitale burundaise, a expliqué à l'AFP son épouse Libérate Nzitonda, jointe par téléphone. "Je faisais de la marche avec mon mari quand une voiture de couleur noire, aux vitres teintées et sans plaques (d'immatriculation) s'est arrêtée devant nous", a-t-elle raconté. Quatre hommes, dont un "en tenue de police et armé d'un fusil" sont sortis de ce véhicule et ont emmenés M. Habarugira sous le regard de plusieurs passants, a-t-elle poursuivi. Aucun responsable de la police ne pouvait être joint mardi. "J'ai peur car je sais que depuis un certain temps, des gens sont enlevés dans ce pays et on retrouve leurs cadavres plus tard, ou jamais", a soutenu Mme Nzitonda, assurant que son mari a fait l'objet d'une tentative d'assassinat en 2016. Léopold Habarugira, également homme d'affaires, est considéré comme un proche de Hussein Radjabu, ancien homme fort du parti présidentiel (Cndd-FDD) tombé en disgrâce et devenu un farouche opposant à M. Nkurunziza. Pour le président en exil de l'UPD, Chauvineau Mugwengezo, l'enlèvement de M. Habarugira "correspond aux méthodes du SNR (Service national de renseignement)". "Notre parti est dans le collimateur du pouvoir, comme tous ceux qui sont opposés au troisième mandat de Nkurunziza", a-t-il ajouté, rappelant que le président et le porte-parole de l'UPD avaient été assassinés en 2015. Les violences qui ont accompagné la crise burundaise ont fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais. Le 4 septembre, des enquêteurs de l'ONU ont appelé la Cour pénale internationale à enquêter "dans les plus brefs délais" au sujet de crimes contre l'humanité commis par des agents de l'Etat au Burundi, dont des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires, des actes de torture et des violences sexuelles. Bujumbura a de son côté dénoncé un "complot international". Le Burundi a notifié sa décision de se retirer de la CPI, et cette dernière a désormais jusqu'au 27 octobre pour ouvrir une enquête de son propre chef.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});